



HAL
open science

Une ville après l'émeute

Valérie Sala Pala

► **To cite this version:**

Valérie Sala Pala. Une ville après l'émeute. Mouvements : des idées et des luttes, 2015, 83, pp.111-119. <10.3917/mouv.083.0111>. <halshs-01195618>

HAL Id: halshs-01195618

<https://shs.hal.science/halshs-01195618v1>

Submitted on 9 Jul 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY 4.0 - Attribution - International License

Une ville après l'émeute

Valérie Sala Pala¹

Référence :

Valérie Sala Pala (2015), « Une ville après l'émeute », *Mouvements*, n° 83, p. 111-119.

Nombreux sont les chercheurs qui ont cherché à faire parler les émeutes, pour en révéler le sens politique. L'enquête réalisée par Valérie Sala Pala à Firminy, ville moyenne de l'agglomération stéphanoise qui a connu trois nuits d'émeutes en juillet 2009 après le décès d'un habitant du quartier de Firminy-Vert à la suite d'une garde à vue, s'inscrit dans une autre perspective. En mettant au jour les lectures contrastées de ces émeutes par les jeunes habitants et en les confrontant aux réactions des acteurs politiques locaux, cette enquête permet de prendre la mesure du fossé séparant les quartiers populaires et les élites politiques locales, y compris dans une ville ancrée à gauche.

Que changent les émeutes ? Que se passe-t-il dans un quartier et dans une ville après les émeutes ? Comment les habitants les interprètent-ils ? Comment les acteurs qui produisent les politiques urbaines y réagissent-ils ?

Ces questions ont orienté une enquête de terrain menée à Firminy, commune anciennement industrielle de taille moyenne (17 000 habitants) située au sein de l'agglomération stéphanoise. C'est dans le quartier de Firminy-Vert que des émeutes éclatent dans la nuit du 7 juillet 2009. Durant trois nuits, des confrontations violentes opposent des jeunes aux forces de l'ordre. Une trentaine de véhicules est brûlée ; plusieurs bâtiments publics ou associatifs (crèche municipale, centre social municipal, Restos du cœur, etc.), ainsi que des commerces de proximité, sont dégradés. Ces émeutes surviennent après le décès d'un jeune habitant du quartier, Mohamed Benmouna. Placé en garde à vue le lundi 6 juillet, il est, selon la police, trouvé inanimé dans sa cellule en fin de journée suite à une tentative de pendaison. Transféré à l'hôpital dans le coma, il y décède le mercredi suivant. Sa famille et certains jeunes du quartier contestent immédiatement la version policière et soulèvent l'hypothèse – alimentée par l'absence d'enregistrement de la garde à vue – d'une bavure policière.

Le quartier de Firminy-Vert, qui compte 3 500 habitants et 77% de logements sociaux, fut planifié selon un plan d'urbanisme de 1954 s'inspirant des principes de la Charte d'Athènes. Firminy était alors une commune industrielle en plein essor. Maire de la ville de 1953 à 1971, Eugène

¹ Politiste, Université de Lyon-Université Jean Monnet, Saint-Etienne, laboratoire Triangle (UMR CNRS 5206).

Claudius-Petit fit appel à son ami Le Corbusier qui dota le quartier d'un ensemble architectural exceptionnel comprenant une unité d'habitation, une maison de la culture, un stade et une église. Depuis les années 1950, le contexte social et économique local a connu de fortes mutations. La désindustrialisation a transformé les conditions d'emploi et de développement économique local et engendré une déprise démographique sensible. Dans les années 1990 et surtout 2000, l'« héritage Le Corbusier » du quartier a fait l'objet d'un processus de patrimonialisation impulsé par les autorités municipales². Politiquement, la commune de Firminy est ancrée à gauche depuis l'accession à la mairie du communiste Théo Vial-Massat en 1971. L'avènement d'une municipalité de droite menée par Dino Cinieri en 2001 a constitué une parenthèse refermée dès 2008 par le retour d'une municipalité de gauche, dirigée par le maire communiste Marc Petit, réélu en 2014.

Conduite en 2010, l'enquête de terrain s'appuie principalement sur une vingtaine d'entretiens avec des jeunes habitants du quartier (dont un seul dit avoir participé aux émeutes) et une dizaine d'entretiens avec des acteurs locaux des politiques urbaines (élus, techniciens municipaux, responsables de structures locales). S'il n'est pas question ici de parler « à la place » des émeutiers ou de révéler le sens des émeutes, l'enquête permet en revanche de mettre au jour les lectures qu'en font les jeunes habitants d'un quartier populaire et de les confronter aux réactions des acteurs politiques locaux et aux modalités de gestion politique locale de l'après-émeutes.

Des émeutes « politiques » ? Regards contrastés de jeunes habitants d'un quartier populaire

Un contraste très net apparaît entre deux types d'interprétations des émeutes par les jeunes³ du quartier. Pour neuf des vingt jeunes interviewés, les émeutes n'ont pas de signification politique ; elles relèvent d'une forme de délinquance, de jeu, de violence gratuite, de « plaisir de casser » ou de « foutre la merde » alimenté par la présence des médias, et leur paraissent souvent incompréhensibles. Ils les condamnent et plusieurs d'entre eux utilisent des termes tels que « stupide », « ridicule », « nul » pour les (dis)qualifier. Lorsqu'ils expriment leur ressenti, ils parlent de dégoût, d'écoeurement, d'agacement ou d'énervement, parfois de peur et même de guerre. Beaucoup d'entre eux disqualifient aussi les émeutiers en tant que citoyens et considèrent qu'ils ont témoigné d'un « manque » ou d'un « trouble » de citoyenneté. Ils installent une grande distance symbolique entre les émeutiers et « eux », « les habitants ». A l'opposé, onze des vingt jeunes interviewés interprètent les émeutes au moins en partie comme une forme d'expression politique d'une révolte, ce qui ne les empêche pas, pour certains d'entre eux, de considérer cette forme d'expression politique comme inappropriée. Revenant sur la mort de Mohamed, que plusieurs d'entre eux connaissaient, ils discutent la version du suicide et envisagent une bavure policière. Ils soulignent les très fortes tensions entre jeunes et police au sein du quartier et évoquent des abus policiers fréquents. Ils voient les émeutes comme une révolte légitime contre les abus policiers mais aussi plus largement les injustices, les discriminations, le racisme, les difficultés sociales, le sentiment de relégation dans les « quartiers ».

² X. GUILLOT, dir., *Firminy. Le Corbusier en héritage*, PUSE, Saint-Etienne, 2008.

³ Les jeunes interviewés dans le cadre de l'enquête ont entre 18 et 25 ans. Cette tranche d'âge a été retenue car l'un des enjeux de l'enquête était d'analyser les relations entre les formes de participation politique conventionnelles et moins conventionnelles.

Ces deux lectures opposées des émeutes s'articulent à des expériences contrastées de la politique et de la citoyenneté, de l'Etat et de ses institutions. Pour les jeunes qui n'attribuent pas de signification politique aux émeutes, la citoyenneté se construit « par le haut », « par » et « dans » l'Etat. Ils associent très fortement l'expérience de citoyen au respect des droits et devoirs (à commencer par le vote), à la loi et aux règles, à l'Etat ou à la République. Ils considèrent le vote comme un élément important voire premier de l'expérience de la citoyenneté. La plupart d'entre eux perçoit le vote comme un devoir qu'il faut respecter (même s'ils ne votent pas tous ou pas systématiquement), et un certain nombre d'entre eux d'ailleurs affirme voter par devoir plutôt que par conviction. Ils attachent moins d'importance à des formes non conventionnelles de participation (telles que les manifestations, grèves, mouvements sociaux) et certains d'entre eux les critiquent même ouvertement. Du côté des jeunes qui attribuent un sens politique aux émeutes, à l'opposé, la citoyenneté n'est pas une évidence. Ils mettent à distance l'identité de « citoyen » ; cette mise à distance passe par une critique de la notion de citoyenneté, mais aussi du système politique, des représentants, des institutions, de l'Etat, et dans certains cas particulièrement de la police. Certains d'entre eux votent, d'autres non, mais la plupart ont un rapport distancié au vote, qui découle de leur critique du système politique et des représentants. Chez ces jeunes, la critique du système politique et de la citoyenneté institutionnalisée ne va pas nécessairement de pair avec un « abandon » de la citoyenneté. Elle conduit plutôt à revendiquer une citoyenneté « alternative », hors du système politique existant, une citoyenneté qui passe par des actes et des gestes quotidiens sans contenu manifestement politique, par les relations humaines « par le bas ». Ces jeunes envisagent une citoyenneté sans frontières nationales ou autres, un engagement du quotidien, fondé sur la solidarité et la communauté.

La façon dont les jeunes enquêtés identifient des « eux » et des « nous » éclaire leur rapport aux émeutes et la manière dont ils les investissent ou non d'un sens politique. Ces jeux d'identification sont à la fois au principe de leur lecture des émeutes et renforcés par ces événements, qui semblent avoir favorisé un durcissement des frontières entre des « nous » et des « eux » au sein du quartier.

Du côté des jeunes qui considèrent les émeutes comme un acte déviant et apolitique, les jeunes de classe moyenne, de sexe féminin et appartenant au groupe ethnique majoritaire sont surreprésentés. Leur vision des émeutes s'appuie sur la construction symbolique de deux frontières qui se recoupent : entre « habitants » et « émeutiers », entre « citoyens » et « non citoyens ». A partir d'un « nous » qui désigne « les habitants », « tous les habitants », ou « tout le monde », ils mettent à distance un « eux » minorisé désignant les émeutiers et plus largement certains jeunes du quartier, qui se voient ainsi parfois dénier leur identité même d'habitants : « Je pense que déjà tous les habitants ont trouvé ça un petit peu ridicule... après, avec le nombre de dégâts qu'il y a eus, je ne vois pas ce qu'on peut dire d'autre, c'est représentatif, faire autant de dégât pour une personne... » (Alexis⁴). Beaucoup de ces interviewés ont côtoyé les jeunes identifiés aux émeutiers ou aux « jeunes à problèmes » durant leur enfance ou leur adolescence, à l'école notamment. Ils évoquent un éloignement progressif entre le parcours de ces autres jeunes et le leur, parfois avec un sentiment de tristesse. D'autres sont plus radicaux et manifestent leur désir de ne pas ou de ne plus côtoyer ces jeunes, de couper tout lien avec eux voire avec le quartier. Aurélie évoque les gens de son quartier en disant qu'« ils ne font rien de leur vie », « ils ne savent rien et ils n'ont rien dans la tête ».

⁴ Les prénoms ont été changés afin de garantir l'anonymat des enquêtés.

Elle connaissait certains des jeunes qui ont participé aux émeutes, « une bonne dizaine » : « Je les connaissais, enfin, je ne leur parle plus ». Laetitia lance sous forme de boutade : « La moitié des gens qui étaient dans ma classe au collège sont en prison ». Elle exprime de la distance par rapport aux jeunes qui ont participé aux émeutes : « Je ne me sentais pas proche des gens qui ont tout cassé, non. Ben non ! Non, enfin on subissait plus qu'autre chose quoi... ». La construction de la frontière entre « eux » et nous » correspond aussi, dans plusieurs entretiens, à une frontière entre « mauvais citoyens » et « bons citoyens », voire entre « citoyens » et « non citoyens ». Pour Romain, les émeutes témoignent « plus de troubles du citoyen qu'autre chose dans le sens où brûler des voitures, saccager des biens d'autrui ou d'associations n'a jamais rien apporté je pense si ce n'est justement de la haine ». Depuis les émeutes, Julie s'est éloignée du quartier et de ses habitants et l'exprime avec des mots d'une grande violence : « Ça ne m'intéresse plus du tout ce quartier. [...] Je n'ai pas envie de m'investir pour des gens qui ne le méritent pas. Qui n'ont aucun respect pour ce qui... Voilà, ça ce sont des gens qui ne sont pas citoyens du tout. Moi, non, j'enlèverais plein de choses. Ils ont brûlé le resto du cœur, ben moi je ne le remettrais pas là le resto du cœur. Je l'enlèverais du quartier. Vous imaginez, brûler un resto du cœur alors que ce sont des personnes qui sûrement doivent y aller, moi je l'enlèverais. Ils ont fracassé une crèche, je ne la remettrais plus la crèche ».

Du côté des jeunes qui attribuent un sens politique aux émeutes, les garçons de milieu populaire, et appartenant à des groupes minorisés sur la base de leur origine sont surreprésentés. Ces garçons de parents ou grands parents immigrés originaires du Maghreb disent pour la plupart ne pas avoir participé aux émeutes mais s'identifient aux « jeunes des quartiers », affichant à ce titre leur compréhension et leur solidarité vis-à-vis des émeutiers, au nom d'une communauté d'expérience, à savoir l'expérience plurielle de la relégation, des difficultés sociales, pour certains d'entre eux du racisme et des discriminations ethniques, et d'un sentiment de déni de leur qualité de « citoyen égal aux autres ». L'expérience de rapports difficiles avec la police est ici décisive. C'est cette expérience qui les conduit à mettre en doute la version officielle sur la mort de Mohamed et à trouver un sens politique aux émeutes. L'identité tant de citoyen que de « jeune des quartiers » prend sens dans le face-à-face avec l'institution policière. Les inégalités policières symbolisent pour ces jeunes les injustices produites plus globalement par l'Etat et les institutions et le déni de citoyenneté dont ils sont l'objet : « Le représentant de l'Etat sur le terrain c'est les flics ; [...] pour nous, les représentants de l'Etat, ceux qu'on peut voir, qu'on peut approcher, à la rigueur, ou qui peuvent nous approcher, c'est les flics, c'est les seuls représentants pour moi. [...] C'est pour ça que la roche arrive souvent sur le métal, voilà, tu vois ce que je veux dire. – La roche arrive souvent sur le métal ? – Bah on jette des caillasses, tout simplement, c'est un geste politique parce que nous, les seuls représentants de l'Etat qu'on peut atteindre, c'est eux, c'est cette institution-là, les forces de l'ordre. [...] C'est un geste politique, bien plus que le droit de vote » (Akim). L'identité de « jeune des quartiers » est fortement associée à l'expérience de la racisation : « Tu vois à peu près par mon teint que je viens d'un milieu... enfin voilà quoi, que je viens un peu des quartiers ». L'interprétation des émeutes comme acte politique se retrouve aussi chez cette jeune fille de parents immigrés exprimant une forte solidarité avec les garçons du quartier, solidarité fondée avant tout sur la position de témoin de l'expérience des frères. Comme les garçons, elle lie son expérience de la citoyenneté à celle de la racisation : « On me l'a toujours fait ressentir, depuis toute petite. [...] Je me suis fait insulter de 'sale Arabe', et pourtant je suis française, c'est pour ça que je t'ai dit que je ne crois pas en la citoyenneté française, déjà jeune on me mettait dans une certaine catégorie, on

disait de moi que je n'étais pas française, et en plus je vivais et je vis toujours dans un quartier que l'on appelle à risque ». Pour elle, les tensions entre les garçons du quartier et la police sont clairement la source des émeutes : « Moi j'ai de la chance, je suis une fille, donc c'est vrai que je ne me suis jamais fait contrôler, mais j'en vois assez souvent pour parler en connaissance de cause ». L'interprétation « politique » des émeutes se retrouve enfin chez des jeunes filles et garçons, de parents et grands-parents français (ou issus d'une immigration autre que le Maghreb), qui sans s'identifier aux jeunes rencontrant les plus fortes difficultés sociales, expriment leur solidarité. Celle-ci repose sur la perception des inégalités et injustices vécues par ces jeunes, les liens d'amitié, la revendication de l'appartenance à une communauté humaine et/ou la mise en avant de valeurs politiques de justice sociale et d'égalité.

Au bout du compte, bien au-delà de ceux que l'on désigne comme les « émeutiers », c'est toute une partie de la jeunesse des quartiers populaires qui exprime sa méfiance et ses désillusions à l'égard d'un système social et politique perçu comme inégalitaire et injuste. Si elle révèle les divergences d'interprétation des émeutes parmi les jeunes habitants, l'enquête éclaire encore davantage la profondeur du fossé entre une partie non marginale des jeunes du quartier et ceux qui représentent l'Etat et les institutions, y compris les professionnels de la politique et les partis classiques⁵. Cette méfiance ne va toutefois pas de pair avec une dépolitisation massive, mais plutôt avec la revendication d'une autre politique. Il faut alors confronter ces lectures des émeutes par les jeunes habitant le quartier aux interprétations et réponses des acteurs locaux des politiques urbaines. Qu'ont produit les émeutes sur la scène politique locale ?

La gestion locale de l'après-émeutes comme révélateur d'une crise politique

Quels sont les effets, voulus ou non, directs ou indirects, immédiats ou susceptibles de durer, produits par les émeutes ? Ces dernières n'étant pas « transparentes », comment les décideurs locaux les interprètent-ils et les construisent-ils en problème local ? Comment tentent-ils d'y répondre ?

Un premier constat s'impose : les émeutes ont laissé des traces profondes sur le quartier et la commune. Les plus manifestes sont les effets immédiats et directs, à savoir les dégradations matérielles occasionnées. Des voitures, des commerces, des locaux associatifs et institutionnels ont été dégradés ou détruits. Mais des effets plus indirects ou collatéraux des émeutes sont également observés. C'est d'abord la perception d'un durcissement des frontières sociales et ethniques au sein du quartier. Les enquêtés évoquent un climat de peur, de malaise, d'incompréhension, de « guerre » (ou de « guerre civile »), et de « choc » qui se serait installé depuis les émeutes. Plusieurs d'entre eux parlent également d'une nette montée du racisme. C'est ensuite la « fuite » de certains habitants du quartier, parmi les locataires des logements sociaux en particulier : « Le premier effet des émeutes, c'est je veux foutre le camp d'ici », selon les termes du directeur de l'office public de l'habitat municipal. Les copropriétés du quartier ont vu leur valeur s'effondrer. L'impact sur le marché local de l'habitat génère de fortes inquiétudes chez les acteurs locaux du logement et de l'habitat. Enfin,

⁵ M.-H. BACQUE, Y. SINTOMER, « Affiliations et désaffiliations en banlieue : réflexions à partir des exemples de Saint-Denis et d'Aubervilliers », *Revue française de sociologie*, 42(2), 2001, p. 217-249 ; O. MASCLLET, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, La Dispute, Paris, 2003.

les décideurs perçoivent une forte dégradation de l'image du quartier et, au-delà, de la commune, aux yeux de « l'extérieur » (à savoir les médias et le « public », en particulier les habitants et usagers potentiels). Les événements ont fait l'objet d'une forte médiatisation, au niveau régional et même national. Pour l'équipe municipale, alors engagée dans une stratégie de développement économique et d'attractivité adossée à la mise en valeur du patrimoine Le Corbusier de Firminy-Vert, dont la demande d'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO⁶ constitue la pierre d'angle, cela constitue un sérieux problème.

Comment les décideurs locaux interprètent-ils les émeutes ? Au-delà des variations perceptibles d'un acteur à l'autre, une version dominante est repérable et construite sur le déni de toute signification politique potentielle des émeutes : aux yeux des élites locales, celles-ci n'auraient simplement pas dû advenir. Cinq traits saillants caractérisent cette version dominante. Le premier est la manifestation d'incompréhension, d'incrédulité. La plupart des acteurs (et notamment des élus) rencontrés expriment leur « surprise » quasi-totale par rapport à la survenue d'émeutes à Firminy. Le deuxième élément frappant réside dans l'absence de mise à distance de la version policière officielle de la tentative de suicide du jeune. Cette adhésion à la version policière tranche avec la façon dont une part non négligeable des jeunes habitants du quartier, sans nécessairement la réfuter, s'en distancie. Le troisième trait tient dans la construction d'un portrait du jeune décédé et des émeutiers en « déviants ». Mohamed Benmouna est ainsi désigné comme un jeune délinquant multirécidiviste. Sa famille est présentée comme une « famille à problèmes ». Les actes émeutiers sont qualifiés d'irrationnels, incompréhensibles. En quatrième lieu, le cadrage dominant va dans le sens d'une minorisation, d'une neutralisation politique des émeutes et des émeutiers. Une volonté de « gommer » cet épisode perçu comme nuisant à la commune et à son image, en particulier dans la perspective du projet UNESCO, transparait. Enfin, au-delà de ce déni ou de cette neutralisation, on observe des ambiguïtés dans la façon dont les acteurs rencontrés interprètent les causes des émeutes. Cohabitent en effet des explications en termes de déviance, de problèmes d'éducation (imputés aux familles monoparentales), de culture (l'influence de l'islam est soulignée), mais aussi des explications plus sociales mettant l'accent sur le racisme et les discriminations, les problèmes d'accès à l'emploi, l'absence de mixité sociale au sein du quartier et la responsabilité des politiques du logement dans la production de la ségrégation urbaine.

Cette interprétation dominante des émeutes sous-tend les réponses politiques locales produites. En guise de réponses immédiates, les émeutes ont amené une condamnation publique ferme des dégradations par le maire et l'expression de la volonté municipale de remédier à ces dernières, avec en particulier le lancement de travaux de reconstruction du centre commercial. A plus moyen terme, la municipalité a développé, en réaction aux émeutes, un répertoire d'actions au sein duquel quatre grandes orientations se dégagent.

Tout d'abord, la priorité (implicite) donnée à l'attractivité urbaine, au développement économique et à l'image de la commune est réaffirmée. Révélateur de cette priorité, un *workshop* sur l'avenir de Firminy-Vert organisé par la municipalité en mars 2010 est marqué par l'expression de la tension entre deux options politiques : celle de la rénovation urbaine – privilégiant la démolition-reconstruction – ou celle de la patrimonialisation – consistant à protéger l'ensemble architectural. En misant avant tout sur la valorisation de l'architecture Le Corbusier, l'équipe municipale se montre plus soucieuse du développement de l'attractivité de la commune vis-à-vis

⁶ Cette demande sera recalée en 2011.

d'habitants ou touristes potentiels que des attentes des habitants « déjà-là⁷ », ce qui est symptomatique du tournant entrepreneurial des politiques urbaines.

A côté de cette stratégie d'attractivité et d'image, le répertoire des actions locales post-émeutes comporte également un volet social, avec des mesures et moyens humains nouveaux dans les domaines de l'animation socio-culturelle, de l'éducation ou de la politique d'emploi, ainsi qu'un volet sécuritaire, avec la mise en place d'un système de vidéosurveillance face à ce que le maire désigne comme « une demande très forte » des habitants, et en particulier des personnes âgées. Enfin, l'accent est mis sur la « démocratie participative ». En réaction aux émeutes, l'équipe municipale construit comme un enjeu fort le développement des conseils de quartier, des budgets participatifs ou encore la tenue d'« états généraux de la jeunesse ». Elle en attend le renforcement des liens avec les habitants, tout particulièrement « les jeunes ». L'ampleur du fossé entre les jeunes et les institutions politiques locales qui transparait de l'autre volet de l'enquête conduit toutefois à s'interroger sur la capacité effective de ces dispositifs de démocratie participative locale à renouer ce lien.

Au fond, quelles que soient leurs causes et raisons, les émeutes produisent des « remous » sur la scène politique locale, qu'elles viennent perturber. La réception politique locale des émeutes peut alors s'analyser comme un double symptôme : celui tout d'abord d'une incapacité de la municipalité de gauche à entendre et à représenter certains segments de la jeunesse des quartiers populaires, et celui ensuite du « tournant entrepreneurial » de politiques urbaines davantage orientées vers l'attraction des habitants et usagers potentiels que vers l'amélioration des conditions de vie des (ou de certains) habitants « déjà là ». En présentant les émeutes comme un « événement » qui n'aurait pas dû advenir, en leur niant toute signification politique ou contestataire, les décideurs locaux construisent une lecture apolitique des émeutes, neutralisant ainsi leur charge politique potentielle. La réception politique locale de l'émeute témoigne d'une crise non seulement sociale mais aussi politique, d'une incapacité de la gauche locale à représenter certaines catégories de citoyens. En ce sens, l'accent politique mis par la municipalité sur le développement de la démocratie participative paraît constituer un bien faible remède au regard de l'ampleur de la coupure révélée non seulement par la survenue de l'émeute mais aussi, voire plus encore, par sa gestion politique locale elle-même.

⁷ D. HARVEY, « From managerialism to entrepreneurialism », *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography*, vol. 71, n° 1, 1989, p. 3-17.